



## Association Burundaise pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues «A.PRO.D.H.»

# LETTRE MENSUELLE : OCTOBRE 2013

### 0. INTRODUCTION.

Dans la présente lettre, nous ferons part à nos lecteurs des violations des droits humains en termes d'atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique constatées au cours de ce mois d'Octobre 2013. Ensuite, nous parlerons de l'intolérance politique qui s'observe dans le pays et des comportements antidémocratiques qui la caractérisent, malgré les recommandations de la feuille de route à laquelle tous les responsables politiques burundais ont souscrit au mois de mars de l'année en cours.

### I. DES ATTEINTES AU DROIT A LA VIE ET A L'INTEGRITE PHYSIQUE.

Au cours du mois d'octobre 2013, les cas d'atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique en termes de personnes tuées ont quelque peu diminué par rapport aux mois antérieurs. L'analyse approfondie des cas enregistrés nous montre que ces personnes ont surtout été tuées dans des situations de justice populaire, de règlement de comptes, d'actes de banditismes et à l'occasion des disparitions forcées où les victimes ont été retrouvées mortes, quelques jours après, dans des endroits cachés. Ainsi, au total et sans être exhaustif, 36 personnes ont été tuées et 43 autres ont été blessées comme le montre le tableau suivant :

Types d'atteinte	Tués	Blessés	Totaux
<b>1. Catégories d'auteurs</b>			
☞ Agents de police	4	9	13
☞ Militaires	3	1	4
☞ Civils	21	27	48
☞ Groupes armés	2	5	7
☞ Inconnus	6	1	7
<b>Totaux</b>	<b>36</b>	<b>43</b>	<b>79</b>
<b>2. Type d'armes utilisées</b>			
☞ Armes blanches	20	24	44
☞ Fusils	6	1	7
☞ Grenades	3	2	5
☞ Empoisonnement	1	0	1
☞ Moyens non identifiés	6	16	22
<b>Totaux</b>	<b>36</b>	<b>43</b>	<b>79</b>
<b>3. Catégories de motifs</b>			
☞ Banditisme	8	6	14
☞ Litiges fonciers	8	9	17
☞ Règlement de comptes	4	15	19
☞ Motifs inconnus	16	13	29
<b>Totaux</b>	<b>36</b>	<b>43</b>	<b>79</b>

## II. DE L'INTOLÉRANCE POLITIQUE.

Au mois de Mars 2013 à été adoptée par les partis politiques réunis à Kayanza, une feuille de route qui prévoyait notamment de mettre fin à toute forme de violence pour garantir un environnement propice aux élections de 2015. C'est suite au constat de la mauvaise cohabitation qui existait entre le pouvoir et les partis de l'opposition, notamment ceux regroupés dans la coalition « ADC-IKIBIRI », que le BNUB a pensé à rapprocher les protagonistes politiques, afin qu'ils entretiennent un climat apaisé et se préparent sereinement aux échéances électorales de 2015. L'intolérance de l'autre différent quant aux opinions politiques n'a pas tardé à se réveiller. Chaque jour de la semaine et par endroits, sont notés des comportements antidémocratiques de la part des jeunes affiliés aux tendances opposées, qui provoquent une nervosité croissante et des tensions sociales évidentes entre les fils d'une même nation.

Ici, nous ne relèverons que quelques cas chronologiques enregistrés ça et là au cours des trois derniers mois :

- \*17.08.2013- A Muyinga, lors de la fête de levée de deuil dans la famille de Hussein RADJABU ex-patron du CNDD-FDD, une bagarre éclate entre les membres du parti au pouvoir et ceux de l'UPD-ZIGAMIBANGA venus soutenir Hussein. Des échanges de jets de pierres se soldent par des blessés.
- \*26 et 28.08.2013-Après le départ du président du parti MSD qui rentrait d'une tournée à Kayanza, les prénommés Donavine et Appolinaire, tous deux membres de son parti en commune Gahombo sont malmenés par les Imbonerakure. Et, sur la colline Gakuro de la même commune, 5 drapeaux du MSD sont volés. Par qui ?
- \*28.08.2013-En commune Gatara, collines Kivuruga et Nyarurambi, les drapeaux du parti SAHWANYA FRODEBU sont volés. Par qui?
- \*31.08.2013-En commune Buganda, zone Gasenyi, à la Transversale 3, NDUTIYE, membre du parti SAHWANYA FRODEBU est tabassé par un groupe de 4 Imbonerakure parmi lesquels il reconnaît MPITABAVUMA et NCUTI. Le refus d'adhérer au parti CNDD-FDD est à la base de ce traitement.
- \*03 et 06.09.2013-En commune Marangara, respectivement sur les collines Kidasha et Gisekuro, deux drapeaux du parti UPRONA sont volés. Par qui?
- \*Au lendemain du Jubilé de la Paroisse Kiremba, en province Ngozi, le 08.09.2013, l'Administrateur communal de Kiremba convoque des personnes qui se seraient entretenues avec RWASA Agathon venu à la célébration de la fête paroissiale. Pourquoi?
- \*13.09.2013-En commune Gihanga, à Buringa, pour se venger, des membres du MSD arrachent les drapeaux du CNDD-FDD plantés sur cette colline. Le lendemain 4 d'entre eux ils sont arrêtés par la police sur l'infraction de tapage nocturne et ils ne seront relâchés que contre paiement chacun d'une amende de 50.000 FBU.
- \*15.09.2013-En commune Mutimbuzi, zone Rubirizi, affrontement entre les membres du MSD et ceux du CNDD-FDD venus contrecarrer la tenue d'une rencontre que le MSD y avait organisée. Bilan : 2 membres du MSD blessés. Dégâts limités heureusement par l'intervention de la police.
- \*21.09.2013-En commune Busoni, colline Sigu, KAZABIZA Abdoul et KABINGWA Ramadhan, membres du parti FRODEBU NYAKURI, sont battus et blessés par des Imbonerakure conduits par Mazoya et un certain Prosper.
- \*25.09.2013- En commune Nyakabiga, climat tendu entre les membres du CNDD-FDD et ceux du MSD qui accuse le parti au pouvoir d'être le responsable du vol de ses drapeaux et de l'épandage de matières fécales sur les portes et les trottoirs de son bureau.

- \*06.10.2013-En commune Gihanga, à la Transversale 4, une bagarre éclate entre les jeunes Imbonerakure et les jeunes du MSD. Bilan :5 blessés, 3 du côté des Imbonerakure, 2 du côté du MSD. Arrestation sélective des seuls membres du parti MSD. Pourquoi l'autre partie à la bagarre n'est-elle pas inquiétée?
- \*12.10.2013-En Mairie de Bujumbura, à Kiriri, MISAGO Edouard, membre du FNL aile de Rwasa Agathon est enlevé par un agent du Service National de Renseignement et conduit manu militari à la prison centrale de Muramvya. Sous quel mandat? Il est accusé plus tard de s'être évadé de la prison de Mpimba; pourtant il détient toutes les pièces prouvant sa sortie régulière de prison en 2011.
- \*20.10.2013- En commune Gitega, colline Higiro, NTIMPIRANGEZA Raymonde, représentante du MSD est séquestrée par 6 cadres membres du parti CNDD-FDD dirigés par MAWAZO Marcelline, représentante provinciale des femmes CNDD-FDD, les « Abakenyererarugamba ». Les objets et documents d'identification de son parti lui sont subtilisés.

Tandis que les responsables administratifs gardent généralement le silence face à de tels comportements, nous observons dans les provinces septentrionales du pays quelques initiatives d'apaisement des esprits et d'invitation à la cohabitation pacifique dans la différence d'opinions.

### III. CONCLUSION.

L'intolérance politique qui se manifeste ici et là à travers tout le pays constitue déjà un handicap majeur à une préparation d'élections libres et apaisées en 2015. Au fil des jours, la situation tend à compliquer, ce qui risque d'hypothéquer le climat de paix et de confiance nécessaire à la tenue d'élections réellement démocratiques. Huit mois après les assises de Kajaga (BNUB), une évaluation critique et sincère du pas franchi dans la mise en œuvre des recommandations de la feuille de route de Mars 2013 par toutes les parties prenantes s'avère indispensable.

Au reste, qu'il s'agisse d'actes de violation des droits fondamentaux de la personne humaine -tel le droit à la vie- qui sont devenues monnaie courante dans notre pays, ou qu'il s'agisse de l'atteinte aux droits économiques, civils et politiques des citoyens, l'Etat reste le garant constitutionnel de la protection de ses citoyens en tout temps et en tout lieu et ce, dans toutes les matières.

La question qui restera toujours posée chaque fois qu'un citoyen sera lésé dans ses droits, sera de se demander « Où sont les pouvoirs publics ? Que font-ils ? ». Des lois existent, l'administration et le ministère public sont là.

Bien entendu, les citoyens peuvent participer au maintien de la sécurité et de l'ordre social, mais le rôle majeur revient aux dirigeants. Ceux-ci doivent constamment sentir leur devoir de rendre compte au peuple dont ils exécutent le mandat.

\*\*\*\*\*

